



Bourse Uemoa

La BRVM ouvre sa séance du Jour

La BRVM ouvre sa séance de cotation du jour en hausse par rapport à la séance précédente...

• (Page 07)

Réseaux sociaux

Elon Musk s'offre Twitter

C'était dans l'air depuis le début de la journée, le multimilliardaire américain a racheté le réseau social pour une somme proche de 44 milliards de dollars...

• (Page 08)

Opportunités

Avis de postes vacants à Shelter Afrique

La Société pour l'Habitat et le Logement en Afrique ...

• (Pages 05 & 10)



Lutte contre le paludisme

Ecobank initie « Zéro Palu ! Les entreprises s'engagent »

• (Pages 03)



• Elisa Desbordes-Cissé, Directrice des opérations de la Fondation Ecobank

Vie chère au Togo

• (Page 04)

COOP-ICEC et ECOSSOL entretiennent les femmes des marchés

Coopération USA - Togo

Elisabeth Fitzsimmons a présenté ses lettres de créance

La toute nouvelle ambassadrice des Etats-Unis d'Amérique au Togo, ...

• (Page 02)

Togo / Décoration

Tiémoko Meyliet Koné fait Grand Officier de l'Ordre du Mono

Le Chef de l'Etat, Faure Essozimna Gnassingbé a élevé le mardi 26 avril 2022 à Lomé, l'ancien Gouverneur de la BCEAO, Tiémoko ...

• (Page 04)

Commission de l'UEMOA

La FAPBEF-UEMOA) reçue en audience par Abdoulaye DIOP

Le renforcement de la coopération entre la FAPBEF-UEMOA et la Commission de l'UEMOA au cœur des échanges....

• (Page 06)

Télécommunications

Togocom lance un nouveau portail d'accès unique

Le Groupe Togocom, leader de la téléphonie mobile au Togo vient d'innover à travers le ...

• (Page 11)

FONi 2022

FORUM INTERNATIONAL DE L'INTERMÉDIATION
DU NUMÉRIQUE ET DE L'INNOVATION

INTERNATIONAL FORUM FOR INTERMEDIATION
DIGITAL AND INNOVATION

Du 5 au 6 Mai 2022
à l'Hôtel 2 Février à Lomé au Togo

foni.afrikcreances.com



Coopération USA - Togo

Elisabeth Fitzsimmons a présenté ses lettres de créance

La toute nouvelle ambassadrice des Etats-Unis d'Amérique au Togo, Elisabeth Anne Noseworthy Fitzsimmons a présenté le 26 avril 2022 ses lettres de créance au Président de la République, Faure Essozimna Gnassingbé.

● Eyram AKAKPO

Selon les sources officielles, la diplomate américaine Elisabeth Anne Noseworthy Fitzsimmons a au cours de son entretien avec le Chef de l'Etat togolais salué le dynamisme de la coopération entre Washington et Lomé, dans les domaines à fort impact économique, sécuritaire et social. Elle entend œuvrer au raffermissement de la coopération bilatérale. « Je suis très heureuse de présenter mes lettres de créance à Son Excellence Monsieur le Président de la République Togolaise. Nous avons discuté du partenariat solide entre les Etats-Unis d'Amérique et le Togo. Je suis sûre que nous allons renforcer la coopération dans les domaines économique, sécuritaire, politique, culturel et de l'éducation entre les deux pays dans les prochaines années. J'espère que le Togo va devenir un hub logistique



et numérique avec le soutien des Etats-Unis d'Amérique. Notre pays veut également soutenir la croissance au Togo ». Depuis quelques années, les Etats-Unis d'Amérique n'ont cessé d'accompagner le Togo dans la lutte contre les menaces sécuritaires dans la sous-région ouest africaine à travers un appui au Centre des opérations de maintien de la paix et l'organisation conjointe des manœuvres militaires. Sur le plan économique, les engagements des agences américaines au Togo ont connu des progressions suite à l'adhésion du Togo à l'African Growth

and Opportunity (AGOA) et l'éligibilité du pays au programme Seuil du Millenium Challenge Account (MCA). Par ailleurs, plusieurs actions de l'Agence des Etats-Unis pour le développement international (USAID) et du Corps de la paix, se réalisent dans le cadre de ce partenariat notamment dans les secteurs sociaux à savoir l'éducation, l'environnement, le genre et la santé communautaire. Elisabeth Fitzsimmons diplomate de carrière, a une grande expérience de l'Afrique. Avant sa nomination au Togo, elle était Sous-Secrétaire principale adjointe par intérim du Bureau des affaires africaines. Elle fut aussi Sous-Secrétaire d'Etat adjoint pour l'Afrique centrale et les affaires publiques. Pour rappel, la coopération entre les Etats-Unis d'Amérique et le Togo remonte aux années 1960 avec des accords diplomatiques, d'assistance économique, sociale, de garanties des investissements et des conventions. Au fil du temps, cette coopération s'est renforcée et diversifiée grâce à la diplomatie active du chef de l'Etat, sa politique sécuritaire et de transformation structurelle de l'économie nationale.



AUX DECIDEURS ...

Le Port Autonome de Lomé à la croisée des chemins

"Pour nous, il est question de faire aujourd'hui plus qu'hier et davantage demain". C'est le leitmotiv de Joseph Fogan Kodjo Adégnon, contre-amiral de son état, officier de l'ordre du mérite maritime français, 44 ans de carrière dans le milieu naval et les cercles maritimes et patron du Port Autonome de Lomé depuis 17 ans. C'est clair. Le port de Lomé est aux mains d'un des plus anciens et plus expérimentés spécialistes ouest africains de cet univers.

De fait, sa longévité au poste a sans aucun doute contribué à la stabilité et au développement cohérent de cette superstructure, comparative-ment à ce qu'on a pu observer dans certains pays voisins du Togo. Une valse de directeurs généraux qui, au demeurant, ont si peu réussi à égaler les performances du port de Lomé.

C'est donc à bon droit que l'équipe dirigeante a invité la presse pour faire constater les avancées notables et les bonnes performances réalisées par le Port Autonome de Lomé, en dépit des facteurs endogènes et surtout exogènes qui font mentir certaines prévisions.

Il y a effectivement de quoi pavoiser : 1629 navires en 2021 pour 29.470.695 tonnes de marchandises traitées. Une performance qui explique la hausse remarquable du chiffre d'affaires qui est passé de 26,7 milliards en 2017 à 34,1 milliards de francs en 2021.

Pour autant, il serait suicidaire de dormir sur ses lauriers. Kokou Tengué, Ministre de l'économie maritime, de la pêche et de l'érosion côtière prescrit : " il faut déjà commencer par penser au coup après, pour une performance encore plus accrue dans le futur parce que la compétition fait rage".

En effet, les ports de Tema, d'Abidjan, de Dakar et de Cotonou se modernisent et travaillent à prendre le leadership. Et même s'il est le seul port en eau naturellement profonde de la sous-région, le port de Lomé est soumis à rude concurrence et doit radicalement s'inscrire dans l'innovation technologique et la modernité.

À cet égard, la volonté politique affichée par le gouvernement s'est traduite par la création d'un ministère dédié avec, aux commandes, un quarantenaire ayant un brillant parcours académique doublé d'une immersion professionnelle significative dans le monde de l'économie maritime.

À charge pour Kokou Tengué qui est un produit de la formation Hi-Tech de concrétiser les ambitions qu'il porte. Parce que les défis sont encore grands et le resteront tant que la logistique et la plupart des activités portuaires de manutention, de transit, de consignation et même de transport demeureront la chasse gardée de compagnies étrangères qui, de fait, relèguent le Port Autonome de Lomé dans la fonction principale de perception de taxes et de redevances.

Anicet Carlos OKE

Baromètres Togo

Référentiel	
Valeur	Sources
Superficie : 56 600 km²	Populationdata
Population : 7 889 094 habitants (2018)	Banque mondiale
Croissance démographique : 2,42 % / an	Populationdata
Taux de natalité : 33,30 ‰ (2017)	Populationdata
Taux de mortalité : 6,90 ‰ (2017)	Populationdata
Espérance de vie : 65,00 ans (2016)	Populationdata
Déficit budgétaire : 2,1% (2017)	BAD
Smig : 35 000 FCFA (2012)	CCI
Effectif des Agents de l'Etat : 44 504 (2015)	Fonctionpublique
Risque pays (Coface) : C	COFACE
Taux de scolarisation : 83%	INSEED

Pays frontaliers : Ghana, Bénin, Burkina Faso	
Indice de fécondité : 4,38 enfants / femme (2017)	Populationdata

Chiffres clés	
Valeur	Sources
Taux de croissance : 5,1 (2019)	CNC
Pib/hbt : 672 Dollars US	populationdata
Taux d'inflation : 1,7 (2019)	CNC
Balance commerciale : 373.810 millions (2017)	BCEAO
Dette publique : 72% du Pib (2018)	FMI
Taux de chômage : 3,4% (2015)	PNUD
Budget national : 1.461,0 milliards F CFA (2019)	MEF
Notation financière : « B » (Mai 2019)	Standard & Poor's
IDH : 0,503 / 1 (2017)	Populationdata

Lutte contre le paludisme

Ecobank initie « Zéro Palu ! Les entreprises s'engagent »

Le Groupe Ecobank confirme son engagement pour la lutte contre le paludisme avec l'initiative « Zéro Palu ! Les entreprises s'engagent ». Objectif principal, permettre la participation du secteur privé dans un plaidoyer favorisant une volonté politique et des ressources accrues pour les actions visant à l'élimination complète du paludisme sur le continent africain.

• Joël YANCLO

À l'occasion de la journée mondiale de la lutte contre le paludisme, le Groupe Ecobank, à travers sa Fondation, confirme son engagement pour la lutte contre le paludisme en partenariat avec Speak Up Africa, une organisation à but non lucratif de plaidoyer. A travers l'initiative « Zéro Palu ! Les entreprises s'engagent », lancée au Bénin, Burkina Faso, Sénégal et en Ouganda, le Groupe a déjà mobilisé près de 500 000 dollars US et engagé 37 entreprises locales. Cette initiative démontre l'engagement profond de la banque à mettre à profit son expertise et son réseau de clients et de partenaires pour répondre à ce défi crucial de santé publique. L'objectif principal du projet est de permettre la participation du secteur privé dans un plaidoyer favorisant une volonté politique et des ressources accrues pour les actions visant à l'élimination complète du paludisme sur le continent africain. Le paludisme reste une cause majeure de décès en Afrique subsaharienne avec près de 602 000 décès en 2020 dont 80 % concernent des enfants de moins de 5 ans. La même année près de 34 % des femmes enceintes ont souffert du paludisme, ce qui a

entraîné la naissance de 819 000 enfants exposés à des risques accrus de problèmes de santé sur le long terme. Le paludisme s'avère être aussi un problème socio-économique. Selon une publication de la National Library of Medicine, l'Afrique perd chaque année 4,3 milliards de jours de travail, 1,5 milliard de jours d'école et lui coûte environ 12 milliards de dollars US par an. Un seul épisode de paludisme coûte en moyenne 9 dollars US à une famille, soit 3 % du revenu annuel moyen. La Banque mondiale estime que 100 millions de personnes sont poussées dans la pauvreté en raison de dépenses de santé catastrophiques de ce type.

Enjeu incontournable du développement économique des pays africains

En plus d'être une nécessité sanitaire, la Fondation Ecobank considère la lutte contre le paludisme comme étant un enjeu incontournable du développement économique des pays africains qui demande un fort engagement du secteur privé. La participation des entreprises peut dynamiser les objectifs nationaux, en mobilisant davantage de partenaires et de ressources. C'est pourquoi,



l'initiative « Zéro Palu ! Les entreprises s'engagent » est un des programmes phares de la Fondation Ecobank. Reflétant sur cette initiative, Elisa Desbordes-Cissé, directrice des opérations de la Fondation Ecobank, a déclaré : « Nous sommes fiers d'être à la tête de l'initiative Zéro Palu ! Les entreprises s'engagent aux côtés de Speak Up Africa et d'avoir déjà réussi à mobiliser ensemble 37 entreprises dans la lutte contre le paludisme. À travers notre contribution de près de 500 000 dollars US pour les lancements du programme au Bénin, au Burkina Faso, au Sénégal et en Ouganda, nous souhaitons nous engager fortement dans le développement social de ces pays face à un fléau qui engendre encore de lourdes conséquences humaines. Par cet engagement, la Fonda-

tion Ecobank continue à être un acteur panafricain qui vise à accompagner le développement social et économique des populations à travers le continent. »

A propos de Ecobank Transnational Incorporated

Ecobank Transnational Incorporated ('ETI') est la société mère du Groupe Ecobank, le premier groupe bancaire panafricain indépendant. Le Groupe Ecobank emploie plus de 13.000 personnes au service de près de 32 millions de clients dans les secteurs de la banque des particuliers, la banque commerciale et la banque de grande clientèle dans 33 pays Africains. Le Groupe possède un agrément bancaire en France et dispose de bureaux de représentation à Addis Abeba en Ethiopie, à Johannesburg en Afrique

du Sud, à Beijing en Chine, à Londres au Royaume-Uni et à Dubaï aux Emirats Arabes Unis. Le Groupe offre une gamme complète de produits, services et solutions bancaires notamment les comptes bancaires et de dépôt, la gestion de trésorerie, le conseil, les opérations du trading, la négociation des valeurs et la gestion de patrimoine. ETI est cotée en bourse sur plusieurs marchés boursiers à savoir London Stock Exchange à Londres, Nigerian Stock Exchange à Lagos, Ghana Stock Exchange à Accra et la Bourse Régionale des Valeurs Mobilières à Abidjan. Pour de plus amples informations, prière de visiter www.Ecobank.com

A propos de la Fondation Ecobank

La Fondation Ecobank a été créée pour avoir un impact

positif sur la vie des gens en Afrique. Établie par le Groupe Ecobank, la première banque panafricaine, la Fondation est positionnée pour contribuer à la transformation sociale et économique du continent, en particulier dans les communautés dans lesquelles la banque opère. Pour plus d'informations, veuillez consulter : www.EcobankFoundation.org

A propos de Speak Up Africa

Basé à Dakar, Sénégal, Speak Up Africa est un groupe d'action politique et de plaidoyer qui se consacre à catalyser le leadership, à favoriser le changement de politique et à accroître la sensibilisation au développement durable en Afrique. Grâce à nos plates-formes et à nos relations, et avec l'aide de nos partenaires, nous veillons à ce que les décideurs rencontrent les exécutants, à ce que les solutions soient présentées et à ce que chaque secteur - des citoyens individuels et des groupes de la société civile aux donateurs mondiaux et aux chefs d'entreprise - contribue de manière critique au dialogue et s'efforce d'élaborer les plans d'une action concrète pour la santé publique et le développement durable.



Baromètres Togo

Référentiel	
Valeur	Sources
Superficie : 56 600 km²	Populationdata
Population : 7 889 094 habitants (2018)	Banque mondiale
Croissance démographique : 2,42 % / an	Populationdata
Taux de natalité : 33,30 ‰ (2017)	Populationdata
Taux de mortalité : 6,90 ‰ (2017)	Populationdata
Espérance de vie : 65,00 ans (2016)	Populationdata
Déficit budgétaire : 2,1% (2017)	BAD
Smig : 35 000 FCFA (2012)	CCI
Effectif des Agents de l'Etat : 44 504 (2015)	Fonctionpublique
Risque pays (Coface) : C	COFACE
Taux de scolarisation : 83%	INSEED

Pays frontaliers : Ghana, Bénin, Burkina Faso	
Indice de fécondité : 4,38 enfants / femme (2017)	Populationdata

Chiffres clés	
Valeur	Sources
Taux de croissance : 5,1 (2019)	CNC
Pib/hbt : 672 Dollars US	populationdata
Taux d'inflation : 1,7 (2019)	CNC
Balance commerciale : 373.810 millions (2017)	BCEAO
Dette publique : 72% du Pib (2018)	FMI
Taux de chômage : 3,4% (2015)	PNUD
Budget national : 1.461,0 milliards F CFA (2019)	MEF
Notation financière : « B » (Mai 2019)	Standard & Poor's
IDH : 0,503 / 1 (2017)	Populationdata

Vie chère au Togo

COOP-ICEC et ECOSSOL entretiennent les femmes des marchés

Les premiers responsables de la microfinance COOP-ICEC en partenariat avec ECOSSOL ont entretenu les femmes du marché de Gbossimé à Lomé le mardi 26 avril 2022 sur « la vie chère au Togo : Quelle solution ».

• Bernard AFAWOUBO

Depuis quelques semaines la population togolaise et celle du monde entier poussent un cri d'alarme contre la vie chère qui sévit dans divers pays et le Togo n'est épargné. Pour identifier l'origine de cette vie chère surtout la cherté des prix des denrées alimentaires ces dernières temps afin d'apporter des solutions idoines, la microfinance COOP-ICEC et ECOSSOL dans le cadre de la réalisation du projet RAVRACO ont échangé avec les femmes du marché de Gbossimé le mardi 26 avril 2022 à Lomé. Gagnant du concours organisé par le Forum de l'Economie Sociale et Solidaire (FECOSSOL), les 24 et 25 mars dernier à Agora Senghor à Lomé à travers son projet intitulé RAVRACO, la microfinance COOP-ICEC démarre ses activités en prenant comme marché pilote du projet le marché de Gbossimé. Selon AKPAKLI Kokouvi, Directeur général de COOP-ICEC et promoteur du projet RAVRACO, le choix porté sur le marché de Gbossimé vient du fait que la microfinance travaille depuis quelques temps avec les revendeuses de ce marché. « Parmi les conséquences de la crise sanitaire liée au coronavirus, il faut noter la vie chère. Que faut-il faire pour diminuer cette vie chère au Togo ? Pour répondre à cette question, nous avons mis en place un projet dénommé



RAVRACO qui consiste à réorganisé le secteur traditionnel de microentreprise en groupement et leur accorder le minimum de crédit pour favoriser la diminution de la vie chère au Togo » a-t-il déclaré. « Cette rencontre avec les femmes revendeuses du marché de Gbossimé nous a permis de connaître le niveau d'appréhension de ces femmes au projet et leur adhésion. Nous avons recueilli les informations concernant la source de la vie chère auprès des femmes, ce qui nous permettra de savoir comment les accompagner » a martelé AKPAKLI Kokouvi, Directeur général de COOP-ICEC et promoteur du projet RAVRACO. Selon Ekuhoho Mawuko Anani, président du comité du Forum de l'Economie Sociale et Solidaire (FECOSSOL), cette rencontre vise essentiellement à échanger avec les femmes revendeuses des denrées alimentaires pour identifier l'origine de la vie chère puisqu'il le faut avant d'apporter des solutions.

L'origine de la vie



chère selon les revendeuses

A en croire madame Adjo, responsable des revendeuses des tomates du marché de Gbossimé, la vente des tomates a une saison, « il y'a une période d'abondance et une période de pénurie. Le comble est qu'en cette période la décharge d'un panier de tomate est à 1000 FCFA. Avec la flambée des prix des produits pétroliers, les frais de transport ont augmenté. A cela s'ajoute la taxe que nous payons chaque jour, sans prendre en compte si nous avons vendu dans la journée ou pas » a-t-elle indiqué. Selon le responsable des femmes revendeuses des oignons c'est la taxe douanière qui est énorme ce qui fait qu'une fois au marché, la revendeuse est obligée d'augmenter le prix ne ce reste pour avoir le prix d'achat et ne pas tomber dans une perte énorme pour être poursuivi par les microfinances puisqu'elle roule sur des prêts. Soulignons que le FECOSSOL est un événement dont sa première édition s'est tenue les 24 et 25 mars dernier. FECOSSOL a donné naissance à ECOSSOL qui est un incubateur des projets à fort impact social. Le projet RAVRACO est un lauréat de FECOSSOL qui est entré dans sa phase pratique.

Togo / Décoration

Tiémoko Meyliet Koné fait Grand Officier de l'Ordre du Mono

Le Chef de l'Etat, Faure Essozimna Gnassingbé a élevé le mardi 26 avril 2022 à Lomé, l'ancien Gouverneur de la BCEAO, Tiémoko Meyliet Koné, à la dignité du Grand Officier de l'Ordre du Mono.

• Nicole ESSO

Le Président de la République, Faure Essozimna Gnassingbé a fait, ce mardi 26 avril 2022, Tiémoko Meyliet Koné, ancien Gouverneur de la Banque Centrale des Etats de l'Afrique de l'Ouest (BCEAO) et Vice-président de la Côte d'Ivoire, Grand Officier de l'Ordre du Mono. Ce geste hautement symbolique traduit la reconnaissance du peuple togolais à l'endroit de ce digne fils d'Afrique pour sa contribution remarquable au développement et au progrès de la sous-région notamment dans les pays membres de l'Union Economique et Monétaires Ouest Africaine (UEMOA). Plusieurs réalisations sont à mettre à l'actif de cet économiste et financier hors pair qui a passé près de onze ans à la tête de cette institution commune aux huit pays



de l'UEMOA. Avec un parcours professionnel impressionnant, Tiémoko Meyliet Koné peut légitimement se prévaloir de la création d'un Fonds de stabilité financière, la mise en place d'un Fonds des dépôts et de résolution dans l'Union monétaire ouest africaine (UMOA) et d'un dispositif de soutien au financement des PME. En sa qualité de Gouverneur de la BCEAO, Tiémoko Meyliet Koné a également contribué

à la promotion de l'affacturage, de l'inclusion financière et à la création de l'Agence UMOA-Titres. Grâce à son leadership, la Banque Centrale des Etats de l'Afrique de l'Ouest (BCEAO) a davantage renforcé son image et sa crédibilité aussi bien dans les Etats membres de l'UMOA et qu'auprès des partenaires internationaux. Tous ces efforts incessants pour la noble cause de la sous-région, ont valu à l'ancien Gouverneur suppléant au Fonds monétaire international (FMI), un statut d'homme d'Etat couronné par sa nomination au poste de Vice-président de la République de Côte d'Ivoire. Tiémoko Meyliet Koné s'est réjoui de cet honneur que lui a fait le Chef de l'Etat à travers cette prestigieuse distinction.



Marché financier régional

Le Togo recherche 30 milliards FCFA

Le Togo va boucler le vendredi 29 avril prochain, sa 2è sortie du mois sur le marché financier régional. Par le biais de son trésor public, le pays est à la recherche de 30 milliards FCFA.

L'opération, d'après le calendrier des émissions publié par l'agence Umoa-Titres, se fera via une obligation de relance (Odr) sur une durée de 120 mois, soit 10 ans, à un taux d'intérêt fixé à 5,9%. Notons que le 15 avril dernier, pour le compte de sa première sortie du 2è trimestre de l'année sur le marché financier régional,



Lomé, à la recherche de 30 milliards FCFA, a mobilisé 32 milliards FCFA. Ces ressources collectées, portent à 192 milliards FCFA, le total

des emprunts du pays sur le marché financier régional, cette année 2022.

Avec Togo First

Baromètres Togo

Investissement Direct Etranger	2016	2017	2018
Flux d'IDE entrants (millions USD)	-46	88	102
Stocks d'IDE (millions USD)	1.474	1.772	1.790
Nombre d'investissements greenfield***	2	1	2
IDE entrants (en % de la FBCF****)	21,0	n/a	n/a
Stock d'IDE (en % du PIB)	39,7	n/a	n/a

Source : CNUCED - Dernières données disponibles. Note : * L'indicateur de Performance de la CNUCED est basé sur un ratio entre la part du pays dans le total mondial des IDE entrants et sa part dans le PIB mondial. ** L'indicateur de Potentiel de la CNUCED est basé sur 12 indicateurs économiques et structurels tels que le PIB, le commerce extérieur, les IDE, les infrastructures, la consommation d'énergie, la R&D, l'éducation, le risque pays. *** Les investissements greenfield correspondent à la création de filiales ex-nihilo par la maison mère. **** La formation brute de capital fixe (FBCF) est un indicateur mesurant la somme des investissements, essentiellement matériels, réalisés pendant une année.

Indicateurs du commerce extérieur	2015	2016	2017
Importations de biens (millions USD)	2.127	2.382	2.527
Exportations de biens (millions USD)	1.227	1.290	1.138
Importations de services (millions USD)	n/a	397	n/a
Exportations de services (millions USD)	n/a	530	n/a
Importations de biens et services (croissance annuelle en %)	13,7	-3,5	3,7
Exportations des biens et services (croissance annuelle en %)	0,2	5,2	0,4
Balance commerciale (hors services) (millions USD)	-1.033	n/a	n/a
Commerce extérieur (en % du PIB)	109,8	105,6	100,0
Importations de biens et services (en % du PIB)	67,6	62,8	59,5
Exportations des biens et services (en % du PIB)	42,2	42,8	40,5

Source : OMC - Organisation Mondiale du Commerce ; Banque Mondiale, dernières données disponibles



SHELTER AFRIQUE
Financing Affordable Housing for Africa

Avis de poste vacant - Gestionnaire de l'approvisionnement

La Société pour l'Habitat et le Logement en Afrique ("Shelter Afrique" ou "SHAF" ou la "Société"), est une entité supranationale dans le secteur des institutions financières de développement fournissant des logements abordables et le développement urbain en Afrique. Une institution panafricaine avec le partenariat de 44 gouvernements africains, la Banque africaine de développement (BAD) et Africa Reinsurance Corporation (Africa-Re) fournissant des solutions financières et des services connexes pour soutenir l'offre et la demande de la chaîne de valeur du logement abordable. La société fournit des services de conseil et de gestion de projet pour les grands projets de logement abordable, ainsi que des lignes de crédit aux institutions financières pour financer l'accès au logement abordable dans 44 pays africains. La société a son siège à Nairobi et des bureaux régionaux à Abidjan en Côte d'Ivoire et à Abuja au Nigeria.

Objectif général

Le Gestionnaire des approvisionnements sera chargé et responsable de l'exécution de toutes les activités liées aux achats et à l'élimination conformément aux politiques et procédures de l'organisation en la matière. Diriger les évaluations opérationnelles, y compris la gestion de la chaîne d'approvisionnement et les achats. Servir de spécialiste de l'approvisionnement et sera responsable du développement et de la normalisation des processus et systèmes opérationnels conformément aux orientations et aux directives.

Fonctions et responsabilités

Les principales responsabilités sont les suivantes

Responsabilités

- Fournir un soutien, des conseils, des orientations et une supervision en matière d'achats.
- Coordonner de manière proactive le processus d'appel d'offres pour les biens et les services, en veillant à ce que le processus respecte les meilleures pratiques et les politiques d'appel d'offres de SHAF.
- Soutien aux évaluations/analyse des offres pour tous les achats (biens/services)
- Effectuer des études de prix et tenir à jour la liste des prix des articles achetés régulièrement auprès de fournisseurs privilégiés et s'assurer que les prix facturés par les fournisseurs correspondent aux prix du marché.
- S'assurer que les procédures de la chaîne d'approvisionnement de SHAF sont respectées lors de l'achat des biens et services requis par SHAF.
- Effectuer des évaluations de risques sur les contrats et accords potentiels.
- coordonner l'acquisition des biens/services achetés
- S'assurer que toutes les spécifications des demandes d'achat sont reprises dans les demandes de devis et ensuite dans le bon de commande et que les marchandises livrées sont conformes aux spécifications du demandeur.
- Travailler avec le comité d'achat, conformément à la politique d'approvisionnement et de disposition des biens de la SHAF, pour trouver des fournisseurs qui ne figurent pas sur la liste de présélection.
- Coordonner avec l'équipe chargée des achats et de l'élimination des déchets la planification et la budgétisation des achats, en veillant à ce que tous les besoins de l'unité soient saisis et pris en charge.

- S'assurer que le délai d'exécution des demandes d'achat est conforme à la politique partagée d'achat et d'élimination des déchets et aux besoins des clients.
- Tenir à jour les dossiers de tous les biens et services achetés, y compris les budgets approuvés et les documents justificatifs : demandes d'achat, devis, évaluations des offres, bons de commande et documents connexes.
- Aider à communiquer les changements dans les politiques d'achat et d'élimination aux clients internes et externes et répondre aux demandes d'audit en temps voulu.
- Assurer la liaison avec l'équipe juridique de SHAF pour garantir la conformité avec toutes les lois et politiques applicables dans la préparation des contrats de service et des accords de niveau de service (ANS) et des contrats de service.
- Aider à la rédaction d'accords-cadres et d'autres accords connexes pour les fournisseurs privilégiés.
- Participer à la préparation des documents de préqualification et à l'évaluation des fournisseurs préqualifiés.
- Coordonner l'examen de la gestion des performances des fournisseurs à l'aide des outils institutionnels approuvés et participer à la prise de décision sur la base de l'évaluation.

Qualifications

- Maîtrise en sciences en gestion des achats et de la chaîne d'approvisionnement d'une université reconnue ou une qualification équivalente.
- 9 ans d'expérience professionnelle dans un environnement de passation de marchés très actif et au moins 4 ans dans une IFD seraient souhaitables.
- Qualifications professionnelles en gestion des achats et de la chaîne d'approvisionnement, de préférence auprès du CIPS.
- Maîtrise de l'informatique (courrier électronique, Internet, Word, Excel, Access ou autre gestion de base de données, la connaissance des logiciels de la chaîne d'approvisionnement automatisée serait un avantage supplémentaire).
- Adhésion à des organismes professionnels reconnus tels que CIPS et KISM
- Maîtrise de la langue maternelle (anglais et/ou français) et maîtrise de l'autre langue.
- Solide compréhension des concepts, principes et pratiques régissant les achats internationaux, avec la capacité de traduire les concepts en travail opérationnel, en approvisionnement stratégique, en gestion des contrats, etc.
- Excellentes compétences interpersonnelles, flexibilité et capacité à travailler en équipe dans un environnement multiculturel.
- Capacité à traiter de manière sensible et diplomatique avec des contacts internes/externes à tous les niveaux ; à travailler de manière indépendante, à établir des priorités, à prendre des initiatives et à résoudre des problèmes ; à s'adapter à l'évolution des besoins de l'entreprise par un apprentissage/une formation continue.
- Capacité reconnue d'exercer un bon jugement et de traiter des informations confidentielles et sensibles.
- Démontrer sa capacité à fonctionner sous pression et à gérer des tâches multiples dans un environnement où les priorités changent rapidement, en faisant preuve d'initiative et d'ingéniosité.

Applications

Les candidats sont invités à envoyer une lettre de motivation illustrant leur aptitude par rapport aux qualifications énumérées et leur curriculum vitae détaillé, ainsi que les noms et adresses de leurs références, à l'adresse suivante : hr@shelterafrique.org.

Les candidats doivent indiquer le poste pour lequel ils ont postulé dans la ligne d'objet de leur courriel.

La date limite de soumission est le **9 mai 2022**.

Seuls les candidats présélectionnés qui répondent aux exigences ci-dessus seront contactés.

Commission de l'UEMOA**La FAPBEF-UEMOA) reçue en audience par Abdoulaye DIOP**

Le renforcement de la coopération entre la FAPBEF-UEMOA et la Commission de l'UEMOA au cœur des échanges.

La délégation, conduite par la Présidente Nana Aïssa ANGO a été reçue ce 25 avril 2022 à Ouagadougou par le Président de la Commission de l'UEMOA. Plusieurs sujets d'intérêts communs ont été abordés, notamment l'accès aux financements des PME/PMI ou encore la problématique du coût de ces financements. Cette audience a été l'occasion de proposer des pistes pour renforcer la bonne collaboration entre la Commission de l'UEMOA et la FAPBEF. Une collaboration qui a été à l'origine de l'adoption en 2020 par le



Conseil des Ministres Statutaire de l'Union de la Directive portant harmonisation du régime fiscal des pertes sur créances douteuses ou litigieuses comptabilisées par les établissements de crédit.

Pour rappel, le FAPBEF-UEMOA est la fédération qui réunit l'ensemble des Associations Professionnelles des Banques et Etablissements Financiers des 08 Etats membres. Créée en 1995, elle a pour but de renforcer les capacités des établissements de crédit, de promouvoir les systèmes bancaires de l'UEMOA, de servir d'intermédiaire privilégié entre les établissements de crédit et la BCEAO et à toutes les organisations régionales et internationales.

Avec uemoa.int

**Ghana / Kenya****EDFI prête 3 M\$ à Redavia pour solariser les entreprises**

L'Initiative pour le financement de l'électrification (EDFI ElectriFI) signe un nouveau prêt de 3,1 millions de dollars pour Redavia. L'entreprise allemande s'appuiera sur ce crédit pour fournir de l'énergie solaire aux commerces et aux industries dans deux pays africains.

Le partenariat entre l'Initiative pour le financement de l'électrification (EDFI ElectriFI) et Redavia se renforce. Le mécanisme financé par l'Union européenne (UE) accorde un nouveau prêt à l'entreprise allemande qui propose la location de centrales solaires à des clients commerciaux et industriels (C&I). Redavia utilisera ce crédit de 3,1 millions de dollars pour financer son expansion au Kenya et au Ghana où elle est solidement implantée depuis plusieurs années. Ce financement «soutient l'approche unique de Redavia sur le marché avec des fermes solaires standardisées et des segments de clientèle bien définis, permettant une croissance rapide sur un marché où la concurrence s'est intensifiée ces dernières années», affirme Quentin Antoine, Senior Investment Manager chez EDFI Management Company, le gestionnaire d'EDFI ElectriFI.

L'expansion dans deux pays

Ces dernières années, Redavia a renforcé ses activités en Afrique subsaharienne, principalement au Ghana et au Kenya où elle dispose de filiales locales. L'entreprise dirigée par Erwin Spolders a pu compter sur le soutien de plusieurs partenaires financiers, notamment l'investisseur à impact suisse Alpha-Mundi, le Fonds fiduciaire de partenariat pour l'énergie et l'environnement (EEP Afrique) ou encore le Fonds nordique de développement (FND). En 2018, la société basée à Munich en Allemagne a obtenu un premier crédit de 2 millions de dollars d'EDFI ElectriFI pour son expansion en Afrique. Ce financement «a permis à Redavia d'avancer à grands pas vers son objectif d'exploiter

100 MWc de panneaux solaires dans les petites et moyennes entreprises (PME) des économies africaines en voie d'industrialisation, afin de créer des richesses et des emplois locaux de manière durable», affirme Erwin Spolders. Actuellement, le fournisseur d'énergie solaire photovoltaïque affiche une capacité solaire installée de 7,4 MWc qui bénéficie à près de 29 000 personnes. Selon EDFI ElectriFI, pour la période 2018-2022, rien qu'au Ghana, Redavia a mis en service 3,4 MWc de capacité solaire desservant 41 clients C&I pour une production annuelle de 3 176 MWh par an, contribuant à éviter l'équivalent de 4 129 tonnes de CO2 par an.

Avec afrik21

Monnaies digitales**Le FMI défend l'idée d'une régulation internationale des banques centrales**

Le FMI estime que la multitude de projets de monnaies digitales de banque centrale est un risque. Selon ses experts, une régulation internationale est nécessaire. Cette proposition risque de ne pas trouver une grande adhésion.

Des experts du Fonds monétaire international (FMI) ont récemment défendu l'idée de créer une instance internationale de régulation des monnaies digitales de banque centrale (CBDC), apprend-on de la transcription d'un échange avec des journalistes. « Nous devons créer un système de paiement mondial qui fonctionne entre les pays et où les CBDC, les monnaies numériques de banque centrale sont interoperables entre les pays », a fait savoir Tobias Adrian, conseiller et directeur du département monnaies et marchés des capitaux au sein de l'institution. De l'avis de cet expert, les monnaies digitales de banque centrale peuvent fonctionner ensemble, et il faudrait une coopération mondiale qui permettra de mettre en place ces systèmes de paiement. Son avis était donné alors qu'on discutait sur les nouveaux risques à prendre en compte dans la régulation du secteur monétaire. Cette contribution intervient en droite ligne avec les préoccupations du FMI en matière de stabilité financière internationale, mais elle survient aussi alors que certains pays africains ont déjà émis leurs monnaies digitales (e-naira au Nigeria) et que d'autres ont lancé une réflexion pour



en apprendre plus sur les implications d'une telle monnaie (Kenya). D'autres projets de monnaie digitale n'ont pas prospéré, comme c'est le cas en Tunisie et au Sénégal, avec la Banque régionale des marchés. La différence entre les CBDC et les cryptomonnaies au sens strict, c'est que les premières sont garanties par un régulateur officiel, alors que les secondes sont gérées par un système virtuel de Blockchain. Mais pour de nombreux pays africains, l'adoption de monnaies digitales aurait au moins l'avantage de permettre une création et une circulation plus facile de la monnaie, accroissant l'inclusion financière, et réduisant l'exclusion monétaire. Certains analystes de l'économie africaine, comme le statisticien camerounais Dieudonné Essomba, ont souvent pensé que l'émission de monnaies parallèles intransférables et inconvertibles serait une opportu-

nité concrète de trouver des moyens alternatifs pour le financement des économies dont les monnaies ont une parité fixe comme le franc CFA. Cette réflexion suggère que les CBDC seraient dans ce contexte un point de départ de la binarisation des moyens de paiement dans la région, et d'une relance du financement des économies. D'un autre côté, il n'est pas certain que des pays à faible revenu adhèrent à un système de régulation mondiale des monnaies digitales. Les mécanismes actuels sous le leadership du FMI n'ont pas toujours été à leur avantage, d'autant que leurs droits de vote au sein de l'institution sont faibles. Le mouvement des monnaies digitales est justement né d'une volonté de s'affranchir de l'exclusion monétaire qu'impose le système financier actuel à des centaines de millions de personnes.

Avec Agence Ecofin

Afrique**Le MCFA lance un programme de financement de la cuisson propre dans 6 pays**

Le Mécanisme pour la cuisson moderne en Afrique (MCFA) veut financer les entreprises fournissant des solutions de cuisson propre en Afrique subsaharienne. À cet effet, le mécanisme de financement géré par la Nordic Environment Finance Corporation (Nefco) lance un appel à manifestation s d'intérêt dans six pays.

La phase de pré-qualification lancée par le Mécanisme pour la cuisson moderne en Afrique (MCFA) par le truchement de son gestionnaire, la Nordic Environment Finance Corporation (Nefco) concerne la République démocratique du Congo (RDC), le Kenya, le Mozambique, la Tanzanie, la Zambie et le Zimbabwe. L'appel à manifestation d'intérêt vise à accorder un financement basé sur les résultats, combiné à des subventions catalytiques pour les entreprises de cuisine propre afin qu'elles puissent se développer et étendre leurs activités dans ces pays d'Afrique subsaharienne. Le programme de financement concerne les sociétés enregistrées localement ou s'engageant à l'être dans l'un des six pays, et spécialisées dans la distribution

des kits de cuisson propre fonctionnant avec de l'électricité, du biogaz, du bioéthanol, ainsi que d'autres combustibles associés.

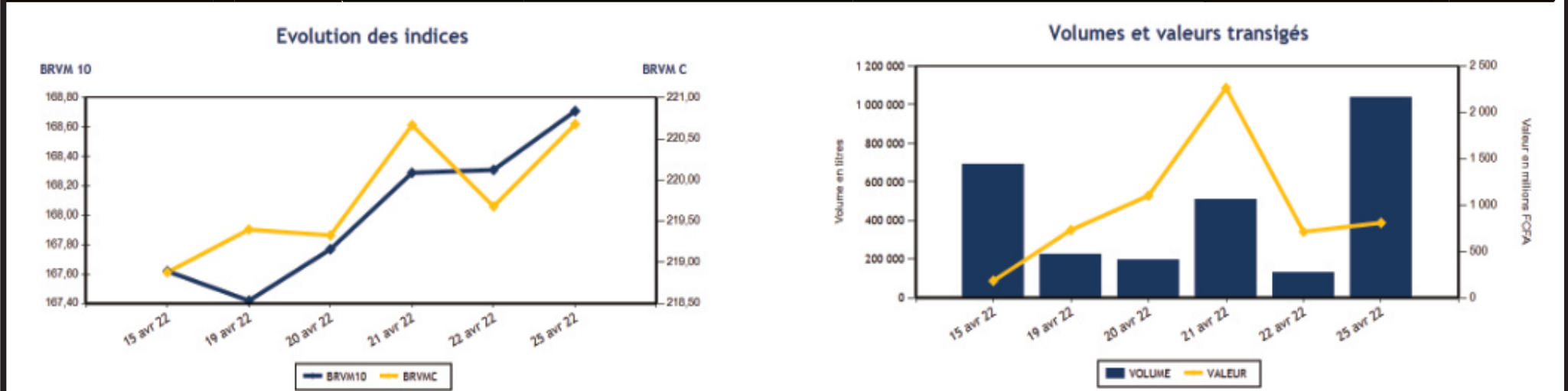
Le financement de la Sida

«L'objectif de la phase de pré-qualification est de vérifier la conformité des candidats aux principaux critères d'éligibilité et aux exigences minimales en matière de capacité technique et financière», indique la Nefco. Les entreprises retenues dans la phase de pré-qualification s'engageront ensuite dans une étape de demande finale. Et le budget prévu pour la mise en œuvre de ce programme de cuisson propre est conséquent, 30,8 millions d'euros. Il est financé par la Suède qui est par ailleurs à l'origine de cette initiative.

Les fonds seront apportés par l'Agence suédoise de coopération internationale au développement (Sida). Stockholm espère, à travers le programme, soutenir la distribution de 420 000 à 840 000 cuisinières, pour 2 à 3,8 millions de consommateurs. L'objectif à terme est de développer le mécanisme de cuisson moderne pour l'Afrique en un programme de 45 millions d'euros. Les entreprises intéressées par l'appel à manifestation d'intérêt du MCFA ont jusqu'au 21 juin 2022 pour se manifester. Cette initiative aura très certainement un impact positif sur l'accès à la cuisson propre en Afrique. Actuellement 900 millions de subsahariens utilisent encore du bois et du charbon de bois pour préparer leurs aliments.

Avec afrik21

BRVM 10	168,71	BRVM BOURSE REGIONALE DES VALEURS MOBILIERES Niveau de l'Etat BULLETIN OFFICIEL DE LA COTE N° 80 lundi 25 avril 2022 Site : www.brvm.org	BRVM Composite	220,68
Variation Jour	↑ 0,24 %		Variation Jour	↑ 0,46 %
Variation annuelle	↑ 9,90 %		Variation annuelle	↑ 9,10 %



Actions	Niveau	Evol. Jour
Capitalisation boursière (FCFA)(Actions & Droits)	6 642 819 114 999	0,45 %
Volume échangé (Actions & Droits)	1 036 499	850,39 %
Valeur transigée (FCFA) (Actions & Droits)	798 914 970	56,50 %
Nombre de titres transigés	43	0,00 %
Nombre de titres en hausse	16	23,08 %
Nombre de titres en baisse	20	33,33 %
Nombre de titres inchangés	7	-53,33 %

PLUS FORTES HAUSSES

Titres	Cours	Evol. Jour	Evol. annuelle
SITAB CI (STBC)	6 440	7,42 %	4,21 %
ORAGROUP TOGO (ORGT)	4 000	6,67 %	-4,53 %
SOLIBRA CI (SLBC)	163 000	5,16 %	4,49 %
PALM CI (PALC)	10 300	5,05 %	47,35 %
BICI CI (BICC)	6 300	5,00 %	-14,86 %

INDICES SECTORIELS

Base = 100 au 14 juin 1999	Nombre de sociétés	Valeur	Evol. Jour	Evol. annuelle	Volume	Valeur	PER moyen
BRVM - INDUSTRIE	12	124,93	0,37 %	13,46 %	57 797	82 218 650	40,91
BRVM - SERVICES PUBLICS	4	517,91	0,25 %	15,39 %	53 032	292 779 045	8,43
BRVM - FINANCES	15	79,78	0,42 %	3,44 %	897 945	354 668 515	9,85
BRVM - TRANSPORT	2	579,17	-0,41 %	-6,91 %	136	324 575	9,67
BRVM - AGRICULTURE	5	294,05	1,34 %	20,85 %	6 114	36 381 580	16,77
BRVM - DISTRIBUTION	7	420,04	1,33 %	3,10 %	18 103	26 498 140	26,65
BRVM - AUTRES SECTEURS	1	2 066,75	-7,46 %	129,45 %	3 372	6 044 465	9,70
BRVM - PETITES CAPITALISATIONS	-	-	-	-	-	-	-

Indicateurs	1er et 2è Comp.	BRVM PC
PER moyen du marché	12,24	
Taux de rendement moyen du marché	5,35	
Taux de rentabilité moyen du marché	6,15	
Nombre de sociétés cotées	46	
Nombre de lignes obligataires	100	
Volume moyen annuel par séance	1 522 784,00	
Valeur moyenne annuelle par séance	1 753 913 774,89	

Définitions

Volume moyen annuel par séance = Volume annuel échangé / nombre de séances
Valeur moyenne annuelle par séance = Valeur annuelle échangée / nombre de séances
Ratio moyen de liquidité = Moyenne des ratios de liquidité (Titres échangés / Volume des ordres de vente)
Ratio moyen de satisfaction = Moyenne des ratios de satisfaction (Titres échangés / Volume des ordres d'achat)
Ratio moyen de tendance = Moyenne des ratios de tendance (Volume des ordres d'achat / Volume des ordres de vente)
Ratio moyen de couverture = Moyenne des ratios de couverture (Volume des ordres de vente / Volume des ordres d'achat)

Obligations	Niveau	Evol. Jour
Capitalisation boursière (FCFA)	7 730 363 082 727	-0,19 %
Volume échangé	1 040	-94,84 %
Valeur transigée (FCFA)	10 400 000	-94,85 %
Nombre de titres transigés	2	-33,33 %
Nombre de titres en hausse	0	-100,00 %
Nombre de titres en baisse	0	
Nombre de titres inchangés	2	

PLUS FORTES BAISES

Titres	Cours	Evol. Jour	Evol. annuelle
SICOR CI (SICC)	6 475	-7,50 %	26,46 %
NESTLE CI (NTLC)	7 865	-7,47 %	70,79 %
SETAO CI (STAC)	1 675	-7,46 %	129,45 %
FILTISAC CI (FTSC)	1 485	-6,31 %	-11,61 %
SMB CI (SMBC)	7 515	-6,00 %	8,91 %

Indicateurs	1er et 2è Comp.	BRVM PC
Ratio moyen de liquidité	15,20	
Ratio moyen de satisfaction	49,30	
Ratio moyen de tendance	324,28	
Ratio moyen de couverture	30,84	
Taux de rotation moyen du marché	0,10	
Prime de risque du marché	2,27	
Nombre de SGI participantes	26	

Taux moyen de rotation = moyenne des taux de rotation des actions cotées (volume transigé/capi flottante)
PER moyen du marché = moyenne des PER des actions cotées ayant un PER positif
Taux de rendement moyen = moyenne des taux de rendement des actions cotées ayant distribué un dividende
Taux de rentabilité moyen = moyenne des taux de rentabilité des actions cotées
Prime de risque du marché = (1 / le PER moyen du marché) - le taux de référence actuel des emprunts d'Etat



BRVM - BOURSE REGIONALE DES VALEURS MOBILIERES

BRVM - Société Anonyme au capital de 3.062.040.000 CFA - RC : CI - ABJ - 1997 - B - 208435 - CC : 9819725 - E
Siège Social : Abidjan - CÔTE D'IVOIRE. Adresse : 18,Rue Joseph ANOMA (Rue des Banques) - Abidjan
Tél : +225 20 32 66 85 / 86. Fax : +225 20 32 66 84. Mail : brym@brvm.org. Site Web : www.brvm.org

Réseaux sociaux

Elon Musk s'offre Twitter

C'était dans l'air depuis le début de la journée, le multimilliardaire américain a racheté le réseau social pour une somme proche de 44 milliards de dollars.

Elon Musk a réussi son pari: le patron de Tesla et de SpaceX a passé un accord définitif avec le conseil d'administration de Twitter pour racheter le réseau social, valorisé à 44 milliards de dollars (42,17 milliards de francs), dans le but affiché de défendre la liberté d'expression. L'homme le plus riche au monde devient donc le propriétaire de la plateforme qu'il avait annoncé convoiter il y a moins de deux semaines, et malgré l'opposition initiale affichée par le conseil. «La liberté d'expression est le socle d'une démocratie qui fonctionne, et Twitter est la place publique numérique où les sujets vitaux pour le futur de l'humanité sont débattus», a déclaré Elon Musk, cité dans le communiqué de Twitter. Il va racheter le réseau social au prix de 54,20 dollars (51,95 francs) par action – soit 38% de plus que sa valeur à la clôture de la Bourse de New York le 1er avril 2022 – et en faire une entreprise privée, non cotée en Bourse. Le conseil d'administration (CA) a initialement tenté d'empêcher ce rachat. Mais Elon Musk a indiqué la semaine dernière qu'il avait sécurisé 46,5 milliards de dollars (44,6 milliards de francs) pour mener à bien l'opération grâce à sa fortune personnelle et à deux prêts bancaires de Morgan Stanley. Il avait également menacé de lancer une offre publique d'achat (OPA) hostile en passant directement par les actionnaires. «Une fois que le financement a été mis en place avec la menace d'une OPA hostile, le CA ne pouvait plus avoir recours à un chevalier blanc ou à un second enchérisseur», a relevé Dan Ives de Wedbush Securities. «Cela les a mis le dos au mur et les a contraints à venir



● **Elon Musk s'est offert Twitter pour près de 44 milliards de dollars. REUTERS**

à la table de négociations», a ajouté l'analyste.

«Jouet très cher»

La nouvelle a suscité de nombreuses réactions, de l'enthousiasme à l'angoisse. «Twitter a un but et un sens qui concernent le monde entier. Je suis très fier de nos équipes et inspiré par le travail qui n'a jamais été aussi important», a déclaré sobriement Parag Agrawal, l'actuel dirigeant de Twitter. Fort de ses plus de 83 millions d'abonnés, Elon Musk se sert presque tous les jours de son compte Twitter pour donner des nouvelles de ses entreprises, plaisanter ou lancer des polémiques. C'est aussi l'un des critiques les plus acerbes de la plateforme. Il estime que la liberté d'expression n'y est pas suffisamment respectée et juge trop sévère la modération des contenus. De nombreux élus américains et étrangers considèrent au contraire la modération insuffisante pour lutter contre la haine et la désinformation. Et voient d'un mauvais œil l'arrivée aux commandes d'un homme d'affaires libertarien. «Musk n'a pas seulement acheté un nouveau jouet très cher, mais une communauté mondiale qui comprend 330 millions d'utilisateurs réguliers.

Contrôler une plateforme aussi importante donne des responsabilités tout aussi importantes», a commenté Jessica Gonzalez, co-directrice de l'ONG Free Press. Elle lui reproche notamment de se servir de Twitter pour attaquer les personnes qu'il n'aime pas, souvent de façon «infantile», encouragé et aidé par sa «meute de fans fidèles». «J'espère que même mes pires critiques resteront sur Twitter, c'est ce que signifie la liberté d'expression», a tweeté lundi Elon Musk, avant l'annonce.

Pas de retour de Donald Trump

Joe Biden, le président des États-Unis, s'est dit lui «inquiet du pouvoir des grands réseaux sociaux sur nos vies quotidiennes», quel qu'en soit le patron. Certains observateurs s'inquiètent à l'idée qu'il autorise certaines personnes bannies du réseau à revenir, dont Donald Trump, suspendu définitivement de Twitter en janvier 2021 pour incitation à la violence. L'ancien président américain, qui a depuis fondé sa propre plateforme, a assuré sur Fox News qu'il ne reviendrait pas, même si «Elon Musk est quelqu'un de bien».

Avec lematin.ch

Suisse

Après la pandémie, la consommation de vin repart à la hausse

Avec un total de 255 millions de litres bus en 2021, la consommation totale de vin a augmenté en Suisse. Les vins blancs et les mousseux sont les plus consommés.

En 2021, la consommation totale de vin a atteint 255 millions de litres en Suisse. Cela représente une hausse de 4,9 millions de litres par rapport à 2020, année touchée de plein fouet par la pandémie de coronavirus. «L'augmentation est principalement due à la consommation de vin blanc, qui a augmenté de 4 millions de litres pour un total de 88,2 millions de litres», soit son plus haut volume depuis 2013, explique l'Of-

fice fédéral de l'agriculture (OFAG) dans un communiqué de presse paru ce jeudi. En revanche, la consommation de vin rouge est restée quasi stable à 167 millions de litres (+0,8 million de litres). La consommation de vins suisses a également augmenté en 2021 (+2,8% par rapport à 2020). Cela représente 90 millions de litres. «Malgré la solidarité des consommateurs envers les vins suisses, leurs parts de marché pour l'année 2021 ont diminué

pour atteindre 35,4% (-0,7% par rapport à 2020)», souligne l'OFAG. Les données de l'OFAG montrent ainsi que la légère augmentation de la consommation totale de vin enregistrée en 2021 «peut être attribuée à une augmentation de la consommation de vins étrangers» et particulièrement à celle de vins blancs étrangers qui a été de 14,8%. À l'inverse, celle des vins rouges étrangers n'a progressé que de 3,4%.

(comm/aze)

Consommation

Nestlé poursuit son engagement contre le gaspillage alimentaire

L'entreprise agroalimentaire a annoncé ce mercredi qu'elle «étend son partenariat avec Too Good To Go et rejoint le cercle des «Waste Warrior Brands» (WAW Brands)».

Depuis plusieurs années, Nestlé s'engage pour réduire le gaspillage alimentaire à tous les niveaux: production, distribution et consommation. L'entreprise agroalimentaire annonce ce mercredi un nouveau volet à son engagement. Elle «étend son partenariat avec Too Good To Go et rejoint le cercle des «Waste Warrior Brands» (WAW Brands)», annonce-t-elle dans un communiqué de presse. Un autre objectif consiste à «favoriser une meilleure compréhension des dates de péremption par les consommateurs», explique encore le communiqué de presse. Nestlé précise par exemple qu'il existe une différence entre la date limite de consommation («À consommer jusqu'au») et la date de durée minimale («À consommer de préférence avant»). La première est exigée par la loi et indique une limite au-delà de laquelle les produits ne doivent pas être



● **En Suisse, 2,8 millions de tonnes d'aliments sont gaspillées chaque année. AFP (photo d'illustration)**

consommés. La seconde est une garantie de qualité. «En général, les produits sont toujours consommables une fois cette date dépassée, s'ils ont été bien conservés». Nestlé recommande aux consommateurs «de faire confiance à leurs sens et d'observer, sentir, goûter le produit afin de juger s'il est encore bon». Too Good To Go promet la mention «Souvent bon après». Déjà présente sur certains produits Nestlé, elle sera progressivement apposée à d'autres produits.

«Dans la mesure où une partie du gaspillage intervient chez les consommateurs, nous œuvrons également pour les aider à mieux comprendre la signification des dates limites qui figurent sur les emballages, au travers de campagnes d'information ainsi qu'en nous associant à des partenaires tels que Too Good To Go», conclut Stéphanie Collier-Blanc, responsable nutrition chez Nestlé Suisse.

(comm/aze)

Bruxelles

L'UE va conclure un règlement majeur pour sécuriser internet

Les plateformes devraient être auditées une fois par an par des organismes indépendants et placées sous la surveillance de la Commission européenne.

Comment sévir en ligne contre le «revenge porn», la désinformation, les discours de haine ou la vente de produits dangereux? L'UE pourrait trouver un accord vendredi sur une législation qui doit sécuriser internet en responsabilisant les plateformes numériques. «On va avoir un accord», le Parlement européen et les États membres, qui négocient depuis janvier avec la Commission, sont «très motivés pour clôturer vendredi» le règlement sur les services numériques («Digital Services Act», DSA), assure une source européenne. Le texte constitue l'un des deux volets d'un plan d'envergure présenté en décembre 2020 par la commissaire à la Concurrence, Margrethe Vestager, et son homologue au Marché intérieur, Thierry Breton, pour mieux encadrer les géants de la tech. Le premier volet, le règlement sur les marchés numériques («Digital Markets Act», DMA), qui vise les pratiques anticoncurrentielles, a été conclu fin mars. Le DSA, lui, met à jour la directive e-commerce, née il y a 20 ans quand les plateformes géantes, comme Amazon ou Facebook (groupe Meta), étaient encore embryonnaires. Objectif: mettre fin

aux zones de non-droit et aux abus sur internet. «Ce qui est illégal hors ligne doit aussi l'être en ligne», résume Thierry Breton. Les dérives des réseaux sociaux ont souvent défrayé la chronique. Assassinat du professeur d'histoire Samuel Paty en France, après une campagne de haine en octobre 2020, assaut de manifestants sur le capitol aux États-Unis en janvier 2021, en partie planifié grâce à Facebook et Twitter, campagnes de désinformation lors du référendum sur le «Brexit»... La face sombre d'internet concerne aussi les plateformes de vente en ligne de produits contrefaits ou défectueux, qui peuvent s'avérer dangereux à l'instar des jouets d'enfants ne respectant pas les normes de sécurité. Le nouveau règlement contraindra les réseaux sociaux à suspendre les utilisateurs publiant «fréquemment» des contenus illégaux, tels que définis par les lois nationales et européennes. Il obligera les sites de vente en ligne à contrôler l'identité de leurs fournisseurs avant de proposer leurs produits.

Amendes dissuasives

Au cœur du projet, de nouvelles obligations imposées aux «très grandes plateformes», celles comptant

«plus de 45 millions d'utilisateurs actifs» dans l'UE, soit autour d'une vingtaine d'entreprises, dont la liste reste à déterminer mais qui incluront les GAFAM (Google, Apple, Facebook, Amazon, Microsoft), ainsi que Twitter, et probablement TikTok, Zalando ou Booking. Ces acteurs devront évaluer eux-mêmes les risques liés à l'utilisation de leurs services et mettre en place les moyens appropriés pour retirer les contenus illégaux. Ils se verront imposer une transparence accrue sur leurs données et leurs algorithmes de recommandation. Ils seront audités une fois par an par des organismes indépendants et placés sous la surveillance de la Commission européenne. Elle pourra leur infliger des astreintes pouvant atteindre 5% de leur chiffre d'affaires quotidien pour les contraindre à réagir rapidement, ou des amendes jusqu'à 6% de leurs ventes annuelles en cas d'infractions répétées. Le DSA devrait notamment imposer la suppression des images utilisées pour du «revenge porn» et interdire l'utilisation des données sur la religion ou les opinions politiques à des fins de ciblage publicitaire.

(AFP)

Rendez-vous économiques

EVENEMENTS	DATE	LIEUX	ORGANISATEURS/CONTACTS
Séminaire sur les opportunités d'affaires	12 avril 2022	En mode virtuel	BOS@AFDB.ORG
Cyber Africa Forum	9 -10 Mai 2022	Abidjan, Côte d'Ivoire	https://cyberafricaforum.com/
12e Conférence sur le commerce et l'énergie des granulés de biomasse 2022	16 - 19 Mai 2022	Tokyo (en hybride)	https://www.cmtevents.com/eventschedule.aspx?ev=220504&
Forum Africallia 2022	18-20 Mai 2022	Ouagadougou, Burkina-Faso	Téléphone : 00 229 51 10 56 54 Email : alimath.mounirou@ccib.bj
9ème édition du Sommet Africités	17-21 Mai 2022	Kisumu, Kenya	https://www.uclga.org/?lang=fr
AFRICA CEO FORUM	13-14 juin 2022	Abidjan, Côte d'Ivoire	https://lc.cx/mw9vbW
Foire Internationale de l'Agriculture et des Ressources Animales (FIARA)	26 Mai -20 juin 2022	Dakar au Sénégal	Email : fiarasenegal@yahoo.com Téléphone : (+221) 33 827 18 50 / (+221) 77 642 33 36
Conférence annuelle de l'Association Africaine du Capital Investissement et du capital risque	25-29 Avril 2022	Dakar, Sénégal	avca@avca-africa.org
Foire international africaine	22-26 juin 2022	France	https://www.la-fia.com/
5e Congrès mondial d'agroforesterie	17-20 Juillet 2022	Canada	https://www.agroforestry2022.org/fr
Foire commerciale intra-africaine	21-27 novembre 2023	Abidjan, Côte d'Ivoire	https://www.intrafricantradefair.com/

HOROSCOPE finance

Bélier

Pas de problèmes pécuniaires à prévoir. Cependant, soyez vigilant si vous devez réaliser une opération immobilière de grande envergure cette fois. L'affaire n'est peut-être pas aussi prometteuse que vous croyez, et en tout cas les influx astraux seront tels que votre jugement en la matière ne sera pas très fiable.

Taureau

Cet aspect de Pluton vous rendra fort impatient de régler vos problèmes pécuniaires. Seulement, à vouloir aller trop vite en besogne, vous risquez de commettre de belles erreurs. Le plus sage serait de procéder à faire des coupes sombres dans vos dépenses envisagées et à essayer de gagner un peu plus d'argent en exploitant vos dons spécifiques.

Gémeaux

L'immobilier ne sera pas aujourd'hui un facteur de chance et pourrait donner naissance à de multiples problèmes. La prudence sera de mise lors d'un achat ou d'une transaction ; il conviendrait d'éviter tout emballement susceptible de faire perdre le sens critique vis-à-vis de l'état réel du bien à acquérir.

Cancer

Deux poids lourds du Ciel se partageront votre secteur argent. Il s'agit d'Uranus et de Neptune, dont l'influence sur vos finances revêt des aspects contradictoires. Si Uranus apporte souvent des rentrées d'argent inattendues, Neptune de son côté peut vous empêcher d'y voir clair et vous pousser à des dépenses que vous regretteriez. Par chance, votre nature raisonnable devrait vous préserver de ces effets pervers.

Lion

Vénus étant une planète par nature bénéfique, elle vous protégera et vous évitera les difficultés financières importantes. Mais attention à Pluton : vous risquez d'être amené à dépenser plus que prévu pour équiper la maison ou plaire à des membres de la famille. Méfiez-vous, vous dépasserez votre budget avant même de vous en être aperçu ! Surveillez vos comptes de près et remettez à plus tard les achats qui ne sont pas indispensables.

Vierge

Climat astral nettement ambigu côté argent. Saturne influencera votre secteur d'argent. Saturne étant une planète de restriction et de limitation, inutile de vous dire qu'il vous promet une période de vaches maigres, où vous devrez surveiller de près vos dépenses. Mais Jupiter sera aussi là. Est-ce vraiment un bienfait ? Certes, Jupiter étant la planète de la chance, il va sans doute vous aider à renflouer votre budget. Mais cet astre est aussi celui qui rend le plus dépensier !

Balance

Attendez de préférence encore quelques jours pour tenter de régler des problèmes financiers compliqués. Bien soutenu par la planète Saturne, vous ferez alors preuve d'une extraordinaire lucidité.

Scorpion

Jupiter, la planète de la chance et de la réussite, devrait vous protéger très efficacement sur le plan financier. Ce sera le moment de demander une prime quelconque ou de prendre rendez-vous avec votre banquier pour voir comment optimiser votre gestion. Si vous avez des placements, il serait sans doute opportun de les modifier. N'attendez pas pour agir.

Sagittaire

Ça y est, cette fois, la fourmi prendra le pas sur la cigale. C'est l'influence de Mercure en bel aspect qui se fera nettement sentir. Grâce à cet astre, vous ferez de bons placements à long terme.

Capricorne

A propos d'une succession en cours ou d'un héritage en vue, vous devrez être sur vos gardes, car on pourrait chercher à vous nuire. Veillez à ce que tous les documents soient parfaitement en ordre.

Verseau

Le fait est tout simplement incontestable : l'argent peut bien rendre notre vie plus confortable à plusieurs égards. Mais c'est à peu près tout ce dont il est capable. Il a peu d'influence sur notre vrai bonheur. Les astres vous conseilleront donc aujourd'hui d'accorder moins d'importance aux gains pécuniaires et de rechercher activement le contentement et la paix de l'âme. Ils vous diront qu' "en face du vrai bonheur, les richesses valent l'ombre d'une fumée" (Sophocle).

Poissons

Les aspects matériels et financiers seront prioritaires. Certains natifs recevront une somme d'argent imprévue. Ce sera une journée favorable à la recherche d'un logement ou à la conclusion d'affaires immobilières. Il faudra faire face aux dépenses de toute nature.

L'économiste

Journal spécialisé d'informations d'analyses et d'investigations économiques, financières et boursières

Email : leconomistetogo@gmail.com

Site web: www.leconomistedutogo.com

REC N°0602/11/12/19/HAAC

Adresse: AGOE Route de la cour d'Appel (derrière institut IPP)

Tél: 00228 97 25 84 84 Lomé, Togo

Administrateur Général

Léonard DOSSOU
(+228 96 26 05 15)

Administrateur Délégué

Anicet Carlos OKE
(+228 91 46 14 79)

Directeur de Publication

Komlan KPATIDE
(+228 90 05 05 08)

Rédacteur en Chef

Joël YANCLO
(+228 97 78 79 07)

Rédacteurs

Eyram AKAKPO
Bernard AFAWOUBO

Nicole ESSO
Junior AREDOLA

Vivien ATAHPABEM
Kodji GATOR JOE

Directeur Commercial

Eli DEKOU
(+228 92 10 93 53)

Correcteur

Michel Yao AYEVA

Graphiste

Gérard DAMAWOU



Annnonce de poste vacant

RESPONSABLE DE LA GESTION ACTIF-PASSIF ET DU RISQUE DE MARCHÉ

La Société pour l'Habitat et le Logement en Afrique ("Shelter Afrique" ou "SHAF" ou la "Société"), est une entité supranationale dans le secteur des institutions financières de développement fournissant des logements abordables et le développement urbain en Afrique. Une institution panafricaine avec le partenariat de 44 gouvernements africains, la Banque africaine de développement (BAD) et Africa Reinsurance Corporation (Africa-Re) fournissant des solutions financières et des services connexes pour soutenir l'offre et la demande de la chaîne de valeur du logement abordable. La société fournit des services de conseil et de gestion de projet pour les grands projets de logement abordable, ainsi que des lignes de crédit aux institutions financières pour financer l'accès au logement abordable dans 44 pays africains. La société a son siège à Nairobi et des bureaux régionaux à Abidjan en Côte d'Ivoire et à Abuja au Nigeria.

Objectif général

L'objectif du poste est de soutenir la fonction de gestion des risques de l'entreprise en préservant et en améliorant la capacité de l'entreprise à supporter les risques et l'utilisation efficace de cette capacité en identifiant et en formulant des mesures d'atténuation des risques liées aux défis et aux opportunités de la gestion des actifs et des passifs (GAP) de l'entreprise. La personne nommée rendra directement compte au Directeur de la gestion des risques de l'entreprise.

Fonctions et responsabilités

Les principales responsabilités sont les suivantes

- Contrôler le respect des politiques et procédures de l'entreprise en matière d'opérations de trésorerie et de gestion des actifs et des passifs.
- Développer et/ou maintenir des repères appropriés pour tous les risques financiers liés aux opérations de trésorerie, par la mise en œuvre de disciplines établies en matière de stop loss, de couverture et d'évaluation au marché.
- Analyser les positions de non-concordance des devises et de non-concordance des durées entre les actifs et les passifs, et estimer l'impact des mouvements des devises et des taux d'intérêt sur le bilan de l'entreprise.
- Analyser la structure des échéances des actifs et des passifs existants de la société afin d'évaluer et de gérer les expositions aux risques.
- Préparer les rapports mensuels sur les risques de liquidité et de marché à l'ALCO.
- Assurer l'identification, la mesure, le suivi et le reporting appropriés des risques de liquidité, de marché et de crédit de la contrepartie.
- Contribuer à l'élaboration du plan de financement de l'entreprise, y compris la modélisation de stratégies de financement alternatives.
- Revoir et recalibrer, sur une base mensuelle, toutes les hypothèses de liquidité comportementale et soumettre les hypothèses mises à jour à l'ALCO pour examen et approbation.
- Examiner et mettre à jour toutes les hypothèses relatives aux tests de résistance des liquidités et aux plans d'urgence associés, au moins une fois par trimestre.
- Développer et maintenir des modèles analytiques ALM et de risque en Excel et fournir des documentations complètes sur les modèles et les processus associés.
- Tirer parti de l'ingénierie financière, des marchés des capitaux et de la connaissance des produits pour contribuer au développement de stratégies ALM innovantes.
- Contribuer à l'élaboration des limites de risque, de la tolérance de liquidité et des processus de suivi et de reporting correspondants.
- Développer et/ou utiliser des modèles mathématiques pour faciliter l'analyse du risque de taux d'intérêt et des méthodologies de transfert de fonds.
- Préparer et analyser les prévisions et les calculs utilisés pour définir l'orientation stratégique dans les domaines des bénéfices, des liquidités et du capital. Rapprocher les résultats réels et les prévisions.
- Etant membre de l'ALCO, où vous devrez fournir des informations de gestion GAP de haute qualité.
- Contrôler et rendre compte de la conformité des transactions, de l'exposition aux risques de marché et de crédit de la contrepartie liés aux activités de trésorerie de la société, et examiner la qualité et l'exactitude des rapports mensuels produits par

l'équipe de trésorerie.

- Analyser les questions complexes ou récurrentes sur les évaluations justes et les calculs de profits et pertes (P&P) sur les portefeuilles de trésorerie, y compris les transactions d'investissement, d'emprunt et de produits dérivés de la société.
- Participer à l'examen des accords ISDA/CSA afin de garantir un cadre juridique adéquat pour les opérations de trésorerie.
- Contribuer à la confirmation des mémorandums d'offre, des suppléments de prix et des accords de swap pour les activités de trésorerie.
- S'immerger dans les marchés financiers mondiaux pour prévoir les risques émergents, analyser les données statistiques financières de manière quantitative et qualitative, effectuer des analyses statistiques avec des données et présenter les résultats.
- Diriger et gérer les projets liés au moteur La valeur à risque (VaR) de la société et contribuer à la quantification du risque de marché dans le cadre du processus ICAAP.
- participer au processus de calcul des exigences en matière de capital pour le risque de marché dans le cadre des cadres réglementaires actuels
- Respecter l'accord de niveau de service pour la livraison des rapports sur les risques.

QUALIFICATIONS ET EXPÉRIENCE MINIMALES

1. Diplôme de premier cycle ou son équivalent en mathématiques, finances, gestion, économie, administration des affaires (avec une spécialisation en finances) ou dans des disciplines quantitatives similaires.
2. Avoir un minimum de cinq (5) ans d'expérience professionnelle pertinente dans des institutions financières internationales ou des sociétés d'investissement, avec un large éventail d'activités de trésorerie ou de revenu fixe. Une expérience professionnelle dans le front-office, le middle-office ou les départements de gestion des risques de produits à revenu fixe et de produits dérivés sera un avantage.
3. Une certification professionnelle en matière de risque et/ou de finance, telle que celle de gestionnaire de risque financier (GRF), de gestionnaire de risque professionnel (GRP), d'analyste financier agréé (AFA) ou de certificat en finance quantitative (CFQ), sera un avantage.
4. Connaissance et expérience de la GAP et/ou de la gestion des capitaux et des risques de préférence.
5. Capacité à développer des outils de mesure quantitatifs et à analyser de grandes quantités de données.
6. Connaissance et expérience avérées du reporting financier et/ou des risques.
7. Capacité à travailler de manière autonome ainsi qu'au sein d'une équipe multiculturelle.
8. Maîtrise de l'utilisation des logiciels MS Office standard, en particulier Excel.
9. Connaissance et expérience des directives réglementaires en matière de gestion des risques des entreprises et des pratiques modernes de gestion des risques financiers, et capacité à initier et à mettre en œuvre des changements tactiques pour soutenir les performances de l'entreprise.
10. La maîtrise de l'anglais et du français à l'oral et à l'écrit et une connaissance pratique de l'autre langue suffisent.

Applications

Les candidats sont invités à envoyer une lettre de motivation illustrant leur aptitude par rapport aux qualifications énumérées et leur curriculum vitae détaillé, ainsi que les noms et adresses de leurs références, à l'adresse suivante : hr@shelterafrique.org.

Les candidats doivent indiquer le poste pour lequel ils ont postulé dans la ligne d'objet de leur courriel.

La date limite de soumission est le **7 mai 2022**.

Seuls les candidats présélectionnés qui répondent aux exigences ci-dessus seront contactés.

Nous vous invitons à en savoir plus sur Shelter-Afrique et sur ce rôle en visitant notre site web : <http://www.shelterafrique.org>.

Télécommunications

Togocom lance un nouveau portail d'accès unique

Le Groupe Togocom, leader de la téléphonie mobile au Togo vient d'innover à travers le lancement d'un nouveau portail d'accès unique pour de nouvelles offres Data, mixtes et voix.

● Bernard AFAWOUBO

Le Groupe Togocom vient de lancer un nouveau portail d'accès unique. Ce qui marque le début d'une série d'innovations. Il s'agit du code *909# qui conduit à de nouvelles offres Data, mixtes et voix. De plus, avec ce nouveau portail, Togocom baisse jusqu'à 2 fois ses prix internet. A en croire Tarik Boudiaf, le CCO, le Groupe Togocom réitère sa stratégie centrée sur le client et son besoin. A travers ce nouveau portail d'accès unique, Togocom tient à d'offrir à la clientèle le meilleur service de télécommunication et confirme encore une fois son leadership technologique et technique mais aussi en innovation. Toutes ces améliorations ont pour ultime objectif



la satisfaction de nos clients. « Ce nouveau portail unique est la première pierre d'une série d'innovations qui viendront sceller la promesse du renouveau et d'un réel ancrage aux côtés de tous les Togolais » a-t-il précisé. Le *909# permet au client Togocom d'avoir accès à plusieurs catégories d'offres dont Data (NET), Mixtes (OVO) et voix (Léma). Le

NET regroupe tous les forfaits data encore plus généreux sur le meilleur réseau 4G+. Par exemple, le NET 5000 francs offre 4Go au lieu de 2Go. Pour accéder aux forfaits data, il suffit de composer le *909*2#. En ce qui concerne l'offre Mixte (Ovo), le client Togocom a la liberté et l'aisance avec un package voix, data et SMS très intéressant pour les abonnés. Par exemple, le nouveau forfait Ovo de 300 franc offre 1500 en crédit appel en plus de 35 Mo et 25 SMS. Pour accéder aux forfaits Ovo, il suffit de composer *909*3#. Léma est le domaine par excellence des forfaits voix. On y offre plus de crédit appel pour parler sans compter avec ses proches. Le forfait Léma de 200 francs offre 1000 francs de crédit de communication en plus de 25 SMS. Le code pour accéder aux forfaits Léma est le *909*4#.



Real Madrid

La statistique historique de Karim Benzema

Où s'arrêtera Karim Benzema ? L'attaquant du Real Madrid semble être au dessus de tout cette saison, que ce soit en Liga, où il est à la fois le meilleur buteur et le meilleur passeur du championnat, ou en Ligue des Champions, où il est également le meilleur buteur, grâce notamment à ses 9 buts en 5 matchs lors des phases à élimination directe.

Encore auteur d'un doublé ce mardi face à Manchester City en demi-finale aller de Ligue des Champions, le Français faisait ainsi grimper son total à 41 buts cette saison sous le maillot de la Casa Blanca. Il est ainsi le premier madrilène à dépasser la barre des 40 buts lors d'un exercice depuis Cristiano Ronaldo et ses 44 buts en 2017-2018 selon Opta. En comptant les passes décisives et les matchs en Equipe de France, KB9 est



● Karim Benzema fête un but à l'Etihad Stadium ©Maxppp

impliqué dans 60 buts en 48 matchs cette saison (46 buts, 14 passes dé.). Futur Ballon

d'Or ?

Avec footmercato.net

Afrique de l'Ouest

Recherche-action sur les risques d'inondations

A chaque pluie, plusieurs villes de l'Afrique de l'ouest sont sous l'eau. Docteur-ingénieur Senanou Gbafa alertait déjà, dans sa thèse de doctorant ès sciences de l'ingénieur en 2019 qu'il faudrait 800 milliards F.CFA d'investissement, pour mettre Lomé à l'abri.

Les inondations avec ses fâcheuses conséquences sur les ménages sont des phénomènes complexes à cerner dans son entièreté. La recherche reste la clé pour mieux comprendre et formuler les solutions efficaces. Cinq pays de l'Afrique de l'ouest dont le Togo s'engagent dans un processus de recherches scientifiques devant les conduire à la mise sur pied d'un dispositif commun d'élaboration des outils d'aide à la décision en matière d'inondations. Le projet Furiflood vient mutualiser les efforts de tous les chercheurs de cinq pays de la sous-région dont le Togo. L'initiative vise à comprendre les inondations actuelles et futures et trouver des solutions appropriées aux populations. Ce projet recherche-action permet de voir dans quelle mesure les scientifiques peuvent accompagner les pouvoirs publics en matière de lutte contre le changement climatique en général et les catastrophes liées aux inondations en particulier. Il vise de générer des connaissances scientifiques sur les phénomènes climatiques actuels et futurs liés aux inondations en Afrique de l'Ouest à travers des études de cas pour mieux comprendre les risques d'inondations actuels et futurs. "Les études de cas du projet seront réalisées en Afrique de l'Ouest tant en zone urbaine qu'en zone rurale et permettront de développer une expertise régionale sur les inondations et les



● Docteur-ingénieur Senanou Gbafa, coordonnateur des recherches du projet Furiflood en Afrique de l'ouest (image AGD)

extrêmes climatiques dans la région", Professeur Kouami Kokou, directeur du centre de recherche sur les changements climatiques (CRCC) de l'Université de Lomé et coordonnateur du projet Furiflood pour l'Afrique.

Avoir une meilleure compréhension du phénomène

L'inondation reste un phénomène répétitif dont les causes sont difficiles à cerner. Un consortium de cinq pays africains dont la Côte d'Ivoire, le Sénégal, le Togo, le Bénin et le Ghana et des partenaires allemands se penchent sérieusement sur la question. Une réunion annuelle dudit projet est ouverte mardi à Lomé. L'objectif est d'harmoniser les méthodes de travail et trouver une solution efficace et commune à tous les pays. Au Togo, la vallée du mono en amont du barrage de Nangbéto et la vallée du zio en périphérie du district du Grand Lomé ont été ci-

blée pour des recherches-actions à travers des thèses de doctorat. "Nous travaillons sur le composant humain du projet pour savoir comment est-ce que les populations arrivent à se démerder par rapport à l'inondation. Nous intervenons également pour aider les différents acteurs de ce projet à comprendre les questions liées aux extrêmes pluviométriques torrentielle. Nous voulons mettre notre expertise à disposition des différents acteurs de ce projet", partage Andrea Fink, coordonnateur général du projet Furiflood, professeur de météorologie à l'Institut Technologique de Karlsruher en Allemagne. Docteur Senanou Gbafa, ingénieur et enseignant chercheur à l'École Nationale Supérieure des Ingénieurs de l'Université de Lomé (ENSI) examine de près cette question de réduction des risques d'inondations dans la ville de Lomé. Ses études axées beaucoup plus sur le domaine d'ingénierie des catastrophes est une avancée qui a valu au Togo de gagner une place dans le projet Furiflood dont il est le coordonnateur des recherches dans l'Afrique de l'ouest. Selon lui, la réponse à l'inondation demande une réaction dans le temps. Le recours aux technologies de télédétection et le suivi en temps réel des inondations s'impose.



● Les participants à la réunion régionale de Lomé

Avec agrigitale.net

Baromètres Togo

Principaux pays partenaires	
Principaux clients (% des exportations)	2017
Burkina Faso	17,9%
Bénin	14,3%
Ghana	7,6%
Niger	6,4%
Inde	6,1%
Mali	5,7%
Côte d'Ivoire	5,5%
Nigéria	4,8
Emirats Arabes Unis	3,5%
Australie	3,2%%
Source : Comtrade, dernières données disponibles	

Principaux fournisseurs	
(% des importations)	2017
Chine	19,6%
France	10,8%
Japon	5,1%
Pays-Bas	5,0%
Ghana	4,1%
Inde	3,6%
Belgique	3,2%
Arabie Saoudite	3,2%
Allemagne	3,1%
Nigéria	3,0%
Source : Comtrade, dernières données disponibles https://import-export.societegenerale.fr/fr/fiche-pays/togo/indicateurs-croissance	

GALA DES 100 ENTREPRISES LES PLUS DYNAMIQUES DU TOGO

En Direct sur TVT
et 5 Chaines TV en AFRIQUE



27 MAI 2022 HOTEL 2 FEVRIER
LOMÉ

EVENEMENT MAJEUR
DE PROMOTION DES ENTREPRISES



INFOLINE:

00228 92 62 04 02 / 00228 97 24 82 79

Celebrons la performance et l'innovation

www.galatop100afri

FONi 2022

FORUM INTERNATIONAL DE L'INTERMÉDIATION
DU NUMÉRIQUE ET DE L'INNOVATION

INTERNATIONAL FORUM FOR INTERMEDIATION
DIGITAL AND INNOVATION

Du 5 au 6 Mai 2022
à l'Hôtel 2 Février à Lomé au Togo

foni.afrikcreances.com

